

« MENSONGES D'ÉTAT, RÉPONSES DES GENS DE PEU ! »

Non à la loi Borsus, Non au PIIS, Non au service communautaire

Les allocataires et travailleurs sociaux subissent actuellement une attaque d'une violence peu commune.

Rassemblement le **16 novembre** à 15h30 devant l'entrée du campus 2000 (Léon-Eli Troclet) de la HEPL, à l'angle de la rue du Gosson et de la rue de la Meuse à Seraing.

Le RWLP vous donne RDV pour un départ collectif à Liège-Guillemins voie 8 à 14h45 (départ 15h06).

Inscriptions : 081 31 21 17 ou bureau@rwlp.be

Non-content de mettre les travailleurs sous pression par une politique constante de diminution des budgets et des effectifs affectés à l'aide sociale, le gouvernement réforme aujourd'hui le PIIS (le projet individualisé d'intégration sociale) pour le rendre obligatoire et contraignant pour tous les nouveaux bénéficiaires des CPAS.

Ce-faisant, si le bénéficiaire du revenu d'intégration (quels que soient son âge, sa nationalité, sa situation personnelle) ne s'y plie pas de façon « satisfaisante », on lui retirera son seul moyen de subsistance (sanction d'1 mois de suspension du revenu d'insertion, 3 mois en cas de récidive).

La réforme introduit également la possibilité pour le bénéficiaire de prêter des heures de « travail communautaire » dans des ASBL, administrations publiques, y compris les CPAS eux-mêmes. La tentation serait donc importante de conclure un « contrat » PIIS obligeant l'usager à prêter des heures gratuitement au bénéfice, non pas de sa propre émancipation comme voudrait nous le faire croire le discours officiel, mais des économies de budget dans les services publics.

Ceci impacterait à coup sûr la politique d'engagement dans les institutions concernées : quel intérêt à engager du personnel si on peut affecter à certaines tâches les bénéficiaires du CPAS contraints au travail communautaire ?

Outre l'attaque nauséabonde que cela constitue sur les usagers du CPAS, cela aura des conséquences profondes sur le travail des assistants sociaux car c'est à eux, que reviendra le « privilège » d'appliquer cette politique répugnante et absurde.

Les assistants sociaux des CPAS vont voir leur charge de travail encore alourdie par la gestion des contrats PIIS quand le nombre de dossiers par AS a explosé partout et dépasse déjà la norme jugée « acceptable ». Mais le plus grave est que cette politique de « chasse aux pauvres » est un pas de plus vers la dénaturation complète de leur travail. Les travailleurs sociaux ont choisi d'exercer ce métier dans le but d'accompagner ceux qui en ont besoin, pas de les fliquer.

Le travail d'accompagnement des personnes en état de fragilité sociale est déjà compromis par la surcharge de dossiers. Si nous laissons faire ce gouvernement de droite à la solde de l'intérêt des plus nantis, les travailleurs sociaux ne seront bientôt plus que de vulgaires instruments de contrôle au service d'une société malade et opprimante.

Refusons que les AS soient définitivement transformés en agents de contrôle: Ensemble, travailleurs sociaux, étudiants en passe de le devenir et usagers, luttons contre ce gouvernement de requins, son service communautaire et son PIIS de la misère...

Non au PIIS, non à la contractualisation! Pour un accompagnement social respectueux des choix de vie des usagers !

Stop à la chasse aux allocataires : Les AS ne sont ni des flics ni des contrôleurs !

Non au travail communautaire pour les bénéficiaires des CPAS : défendons le statut des fonctionnaires dans le service public !

Des budgets à la hauteur des besoins : les AS veulent les moyens de faire leur travail dignement et efficacement, dans le respect et dans une relation de confiance avec les personnes accompagnées.

LE RESPONSABLE DE CETTE RÉFORME (le ministre Borsus, MR) SERA À JEMEPPE LE 16 NOVEMBRE dans le cadre des journées de l'insertion du CPAS. C'est l'occasion de lui montrer notre refus de sa réforme.

Premiers signataires:

- Association de Défense des Allocataires Sociaux (ADAS)
- Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM)
- Étudiants de Gauche Actifs (EGA)
- Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP)
- Riposte.cte
- ...